

Unité Interdépartementale 25-70-90

Besançon, le 08 mars 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



FUJI SEAL FRANCE SAS

77 route de Luxeuil
BP 31
70220 FOUGEROLLES-SAINT-VALBERT

Références : UID257090/SPR/VAM/BM 2022 - 0308A

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2022 dans l'établissement FUJI SEAL FRANCE SAS implanté 77 route de Luxeuil BP 31 70220 FOUGEROLLES-SAINT-VALBERT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un incident au niveau de l'oxydateur thermique est survenu en février 2021. Suite à la dégradation de cet équipement l'exploitant a décidé de procéder à son remplacement. Cette visite a donc été réalisée dans le contexte de remplacement de l'oxydateur thermique qui traite les COV émis par les lignes d'impression du site. En effet, en raison des contraintes techniques liées à la sécurité du personnel et des équipements, l'exploitant a informé l'inspection et le Préfet de Haute-Saône de la nécessité de démonter l'oxydateur thermique existant avant de procéder aux travaux visant à la mise en place du nouvel équipement. De ce fait, les émissions de COV de l'installation ne seraient potentiellement pas traitées pendant une durée de 15 semaines environ. En date du 04 février 2021, le Préfet de Haute-Saône a formulé une demande d'informations complémentaires à l'exploitant sur ce sujet. La visite avait pour objet de faire un point sur l'ensemble des contraintes techniques et de dresser un bilan des émissions de COV de l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FUJI SEAL FRANCE SAS
- 77 route de Luxeuil BP 31 70220 FOUGEROLLES-SAINT-VALBERT
- Code AIOT dans GUN : 0005901149
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société FUJI SEAL FRANCE SAS exploite une installation d'impression de différents formats d'étiquettes conditionnées en rouleaux. Les installations de traitement des COV - oxydateur thermique - ont été contrôlées lors de la visite.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets atmosphériques issus de l'oxydateur thermique (COV).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Rejets atmosphériques canalisés de l'oxydateur	Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 3.2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite il a été constaté que les émissions en COV de l'installation ne respectent actuellement pas les valeurs limites d'émission imposées par la réglementation en vigueur. En effet, depuis l'incident de février 2021 le fonctionnement de l'oxydateur est dégradé. Pour cette raison l'exploitant a décidé de procéder à son remplacement.

L'arrêt de l'oxydateur thermique pendant une durée de 15 semaines, rendu nécessaire pour des questions de sécurité du personnel et du matériel, engendre l'absence de traitement des rejets atmosphériques pendant cette période et va conduire à des émissions importantes de COV (a priori plus d'une centaine de tonnes - cette valeur a été estimée sur la base du plan de gestion de solvants de l'année 2020. A noter qu'elle ne prend pas en compte les éventuelles fluctuations de la production). Il a donc été proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter les exigences de l'arrêté préfectoral dans un délai maximal de 6 mois, de lui prescrire la réalisation d'une estimation précise des COV qui seront émis pendant cette période et enfin d'évaluer les risques sanitaires induits par cette absence temporaire de dispositif de traitement.

Dans l'hypothèse où l'évaluation des risques sanitaires mettrait en évidence un risque au niveau sanitaire, l'exploitant devra étudier des adaptations de sa production en vue de réduire les émissions pendant cette période de 15 semaines (réduction de la production, arrêt ou diminution de l'utilisation de solvants disposant d'une VTR, etc.).

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques canalisés de l'oxydateur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets COV

Prescription contrôlée :

Les rejets après traitement par incinération doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de températures (273 kelvins) et de pression (101.3kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs),
- à une teneur en O₂ précisées dans le tableau ci-après :

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit n°1
Concentration en O ₂ de référence	Celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation
NO _x en équivalent NO ₂	100
CO	100
CH ₄	50
COV à l'exclusion du méthane	50 (incinérateur avec un rendement d'épuration supérieur à 98%)

Constats : L'exploitant a transmis le dernier rapport de mesure des émissions atmosphériques réalisé par la société EuroLorraine référencé E454-2 et daté du 21/07/2021. La mesure des émissions atmosphériques s'est déroulée les 27 et 28 mai 2021.

Les résultats sont les suivants :

- pour le paramètre CO : 71 mg/Nm³ pour une VLE de 100 mg/Nm³
- pour le paramètre NO_x : 6 mg/Nm³ pour une VLE de 100 mg/Nm³
- pour le paramètre CH₄ : 0.4 mg/Nm³ pour une VLE de 50 mg/Nm³

Concernant le paramètre COV_{nm}, la VLE dépend de l'efficacité de l'oxydateur thermique. Lors de la mesure de mai 2021, l'oxydateur avait un rendement moyen de 75,5% (inférieur à 98%), ainsi en application de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, la valeur limite d'émission en COV exprimée en carbone total est de 20 mg/m³.

Non conformité n°1 : La valeur mesurée en mai 2021 s'élève à 255 mg/Nm³, le résultat est donc non conforme.

Depuis un incident survenu au niveau de l'oxydateur thermique aux mois de février / mars 2021, ce dernier fonctionne uniquement sur deux chambres (au lieu de trois). Son fonctionnement étant dégradé, son rendement s'en trouve diminué. Suite à cet incident, l'exploitant a prévu dans le courant de l'année 2022 de remplacer son oxydateur thermique (ce qui constitue des travaux et un investissement importants) afin que ces rejets atmosphériques soient à nouveau conformes. Au regard du planning présenté ce dernier devrait être opérationnel dans le courant de l'été 2022.

De plus l'exploitant a présenté les opérations nécessaires dans le cadre des travaux. Initialement le nouvel oxydateur devait être installé pour être raccordé à la ligne de production. Dans un deuxième temps, l'ancien oxydateur devait ensuite être démonté. En raison de l'espace réduit au niveau de la zone d'implantation du nouvel équipement, l'exploitant a fait part des difficultés techniques liées à la sécurité des équipements et du personnel. Il a donc indiqué que les opérations seraient menées dans l'ordre inverse (démontage de l'ancien équipement puis montage du suivant), ce qui conduirait à émettre pendant 15 semaines les COV sans traitement.

Au regard des quantités potentiellement émises pendant cette période il est demandé à l'exploitant d'évaluer avec précision ses émissions et d'estimer l'impact sanitaire (EQRS) d'un tel fonctionnement pour les substances disposant d'une valeur toxicologique de référence (acétate d'éthyle en particulier).

Il est rappelé à l'exploitant que l'article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral dispose que « Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées,

l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées ». Ainsi en fonction des résultats de l'EQRS l'exploitant pourra être amené à adapter sa production.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription